



LA FEDERATION COMMUNIQUE

PACTE FINANCIER MONDIAL

TAPIS ROUGE POUR LES INTÉRÊTS PRIVÉS

Macron tente tout ce qu'il peut pour redorer son blason et celui de la France auprès des pays dits en voie de développement, notamment en Afrique. Ses grandes envolées démagogiques sur la réforme nécessaire du Fmi et de la Banque mondiale n'y changeront rien. Son sommet mondial « pour un nouveau pacte financier mondial » n'a pas été différent des nombreuses initiatives précédentes, à l'image de l'Aquila pour la Sécurité alimentaire en 2008 et la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et la Nutrition en 2012, qui n'ont pas amélioré la situation alimentaire des populations, loin s'en faut. La faim et la malnutrition reste le fléau du 21^{ème} siècle comme au siècle précédent.

Ces initiatives, au service des investissements privés et de la financiarisation de l'agriculture, l'hégémonie des Etats-Unis, la multiplication des conflits armés dans le monde et les conséquences de l'élargissement des terrains d'exploitation de l'impérialisme ont amené une défiance grandissante des populations et des gouvernements des pays pauvres envers les pays capitalistes occidentaux. Raisons pour lesquelles certains pays, comme les Brics (Chine, Brésil, Russie, Afrique du Sud, Inde), cherchent des alternatives pour échapper à cette hégémonie dans une monnaie commune pour les échanges extérieurs ou encore la création d'une banque de développement extraite du carcan du système financier international dominé par les Etats-Unis. Le dépassement de cette domination est à l'ordre du jour.

En guise de réformes qui devaient jeter les bases pour révolutionner le système financier international, c'est une nouvelle ouverture facilitant les investissements des transnationales et des banques. Les vieilles recettes sont toujours de mise, plans d'ajustement et autres politiques de baisse drastique des dépenses publiques, qui enfoncent les pays dans la pauvreté et aggravent leur vulnérabilité aux dérèglements climatiques. L'environnement n'est, pour eux, qu'un argument commercial pour perpétuer un système à bout de souffle qui ne répond en rien aux préoccupations des populations.

Le tapis rouge est déroulé pour ces mêmes transnationales et banques qui détiennent la plus grande partie de la dette des pays dits en voie de développement. Cette dette est un véritable pillage de leurs ressources, depuis des décennies, un piège qui les maintient dans un système « extractiviste » d'exportation de matières premières, dérégule leur économie, libéralise les échanges et soumet les peuples à une concurrence exacerbée. Il n'a nullement été question de son annulation, mais tout au plus de sa restructuration, les enfonçant dans un cercle vicieux et vicié.

La France ne sort pas grandie de cette initiative au service, une nouvelle fois, des intérêts privés au détriment des peuples. Le pays des droits de l'Homme aurait gagné à exiger l'annulation de la dette, à promouvoir le multilatéralisme, la construction d'un nouvel ordre économique international fondé sur des coopérations mutuellement avantageuses, solidaires, permettant la mise en place d'un développement endogène répondant aux besoins des populations et garantissant la sauvegarde des ressources naturelles et l'environnement.

Montreuil, le 3 juillet 2023